

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 26/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARKEMA**

ZI des Prés-Roseaux  
BP 13  
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/077/25-SD/SL  
Code AIOT : 0005101668

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21/10/2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Chemours (Seveso Seuil Bas), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- SGS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis à jour son POI en décembre 2024. Le dernier exercice POI a été réalisé le 5 novembre 2024.

Le POI intègre les dispositions sur les prélèvements environnementaux. L'exploitant a délégué la mise en œuvre de ces dispositions en contractant une convention DUQAM avec la société Atmo Hauts-de-France.

Les dispositions de cette convention et ses annexes nécessitent d'être mises à jour afin de pouvoir être le plus efficace possible lors d'un événement nécessitant la mise en œuvre de prélèvements environnementaux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a rédigé un POI qu'il met régulièrement à jour. La dernière version a été réalisée en décembre 2024. Cette dernière mise à jour a permis d'intégrer la stratégie de défense incendie ainsi que le processus de mise en place des premiers prélèvements environnementaux. La société ARKEMA à Villers Saint Paul a fait le choix de déléguer ce dernier point à la société Atmo Hauts-de-France et de souscrire, via une convention, au dispositif DUQAM. Ce sujet est abordé plus en détail dans les points de contrôle suivants. Le dernier exercice POI a été réalisé le 5 novembre 2024. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que des formations du personnel étaient en cours afin d'intégrer le processus de déclenchement des premiers prélèvements environnementaux selon le dispositif souscrit DUQAM. Ces formations ont pour public les personnels d'astreinte et le personnel intervenant lors de ces événements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

Le jour de l'inspection il a été contrôlé une partie du POI et notamment le chapitre E : "organisation des secours" afin de s'assurer que les éléments de la présente prescription étaient présents.

Le déclenchement de la procédure et la réalisation des premiers prélèvements environnementaux sont intégrés et liés à la fiche du "Chef PC-EX" du POI. Cette fiche inclut la présentation du dispositif DUQAM, ses modalités de déclenchement ainsi que les produits de décomposition à prendre en compte. La convention DUQAM complète cette liste avec les produits odorants et toxiques.

Cette fiche précise que le processus DUQAM concerne exclusivement le milieu de l'air. Elle informe également que le dispositif DUQAM est déclenché par les autorités compétentes.

Le jour de l'inspection l'exploitant précise qu'il n'a pas le contact téléphonique ou autre permettant de déclencher le processus DUQAM.

Toutefois l'avis du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement précise :

- que l'exploitant est responsable de la mise en place des premiers prélèvements (cf chapitre 5.2) ;
- que les prélèvements sont réalisés dans différents milieux (air, eau, aliments,...) (cf chapitre 1.1);
- la stratégie pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux (cf chapitre 5.1.2)

Le POI devra être complété avec :

- les dispositions à prendre par l'exploitant pour activer le dispositif DUQAM ;
- les lieux d'intervention (intérieur et extérieur du site) ;
- les substances à rechercher et les milieux associés où seront réalisés les prélèvements.

Les documents présentés par l'exploitant le jour de l'inspection indiquaient que le milieu associé aux substances est uniquement l'air. Il est nécessaire de compléter les documents présentés avec les milieux concernés par les prélèvements.

La convention DUQAM précise que l'élaboration de la stratégie de prélèvements et de mesures est réalisée lors du déclenchement de DUQAM après la réalisation de modélisation de panache. Selon l'avis précité et plus particulièrement son paragraphe 5.1.2, il n'est pas nécessaire de réaliser des modélisations au préalable pour établir la stratégie de prélèvement. Il apparaît donc plus pertinent de la constituer en amont afin que la réalisation de prélèvements lors d'un incident soit plus efficace.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité n°1 : L'exploitant complétera son POI avec les éléments suivants :**

- les dispositions à prendre par l'exploitant pour activer le dispositif DUQAM ;
- les lieux d'intervention (intérieur et extérieur du site) ;
- les substances à rechercher et les milieux associés (air, eau, aliments,...) où seront réalisés les prélèvements.

Dans le cas où aucun prélèvement ne serait jugé nécessaire dans un milieu, cette position serait à faire apparaître explicitement dans le POI avec les justifications associées. Dans ce cas, ces justifications établies « à froid » pourraient s'avérer utiles en cas de gestion de situation accidentelle.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La convention DUQAM ne précise pas les lieux de prélèvements dans la "phase d'urgence". Le document précise dans le paragraphe de la "phase de suivi" que les prélèvements sont réalisés à l'extérieur du site.</p> <p>Le document indique que les SDIS réaliseront les prélèvements. Il précise également que les prélèvements seront réalisés avec le matériel du SDIS ou de la société Atmo Hauts-de-France. La convention indique que les SDIS seront formés.</p> <p>A ce jour, le document ne précise par si les SDIS ont bien reçu le matériel ad hoc et s'ils ont été formés aux prélèvements.</p> <p>Une liste en annexe de la convention précise les substances à rechercher et les moyens de prélèvements dans l'air ainsi que le laboratoire d'analyse.</p> <p>La convention ne précise pas de délai d'intervention. Elle décrit que les prélèvements devront être réalisés dans les meilleurs délais.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°1 :</b> Le tableau des substances à rechercher en annexe de la convention DUQAM devra mentionner les milieux concernés par les prélèvements et les moyens <i>ad hoc</i>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Personnels compétents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme décrit au point de contrôle précédent, selon la convention DUQAM, le SDIS est responsable de la réalisation des prélèvements. Il n'est pas précisé si les SDIS ont bien reçu le matériel nécessaire de la société Atmo Hauts-de-France et si ces derniers ont été formés aux méthodes de prélèvements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation n°2 :</b> Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments attestant que le personnel en charge des prélèvements est formé aux méthodes de prélèvement et que le matériel nécessaire est disponible en permanence.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition est intégrée dans la mise à jour du POI de décembre 2024. Le jour de l'inspection, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que l'étude des dangers (EDD) est en cours de mise à jour suite à la rédaction de la notice de réexamen de novembre 2024. Cette mise à jour de l'EDD inclura la liste des produits de décomposition présente au sein du POI.</p> <p>Pour élaborer la liste des produits de décomposition, l'exploitant a intégré le DT 126 de juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite